

Les retraité-e-s se rassemblent le 30 mars

Nous sommes 15,6 millions de retraité-e-s en France. Nous sommes une force sociale mais aussi une proie, car les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 20 ans sont parvenus à réduire notre pouvoir d'achat de 20 % ! Il est temps de s'occuper nous-mêmes de notre avenir et de celui de nos enfants.

Comment ? En exigeant la revalorisation de nos pensions et l'amélioration des services publics qui nous aident à bien vivre notre retraite. Neuf organisations de retraité-e-s proposent d'unir nos forces et de porter haut ces revendications le 30 mars.

Les retraités comme les salariés seraient une charge ?

Comment justifient-ils la situation faite aux retraités dont le montant moyen des pensions était de 1066 € brut par mois en 2015 ? En organisant des campagnes de culpabilisation et de stigmatisation des retraités. Nous serions un poids pour la société, d'autant plus lourd que la durée de vie s'allonge, au même titre que le coût du travail serait un handicap pour la compétitivité de nos entreprises.

C'est faux. Pour les salariés, ce dont souffre nos entreprises ce n'est pas du coût du travail mais du coût du capital et de la financiarisation, des dividendes largement distribués qui échappent souvent à l'impôt, 85 milliards de fraude fiscale en France, et qui ne s'investissent pas dans l'activité économique.

Les retraités sont un atout pour notre société

Pour les retraité-e-s, il suffit de rappeler qu'ils ont produit les richesses aujourd'hui dilapidées dans la spéculation financière. Mais pas seulement. Retraité-e-s aujourd'hui ils réinjectent l'essentiel du montant de leurs pensions dans l'économie. C'est ainsi que 17 à 20 % de la consommation est assurée par les retraité-e-s ; ils et elles assurent 40 % de l'aide à autrui par le bénévolat ; ils et elles contribuent à hauteur de 13,8 % du PIB (produit intérieur brut).

Mais alors que le nombre des retraité-e-s va augmenter ces prochaines décennies, les réformes prévoient de réduire considérablement la part des dépenses de retraites dans le PIB, à 11,2 % de 2025 à 2060, c'est-à-dire réduire fortement la consommation des retraités. Cela s'accompagne de surcroît d'une politique de réduction massive des dépenses publiques de santé. Inacceptable.

Une force sociale qui doit s'exprimer le 30 mars

Résister à ces politiques c'est œuvrer pour le bien de l'économie et du bien vivre ensemble, c'est contribuer à assurer à nos enfants une retraite digne et les moyens de vivre en bonne santé.



Le 30 mars prochain, neuf organisations et associations de retraité-e-s donnent rendez-vous à toutes et tous les retraités dans des rassemblements à travers la France. Pour dire non ! Nous ne sommes pas des privilégiés ! Des millions d'entre nous vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté et la grande majorité des autres peinent à vivre normalement. Oui ! La France a largement les moyens, et nous y sommes pour beaucoup, de faire vivre dignement ses retraité-e-s !

A l'heure où les citoyens Français vont décider de qui dirigera le pays pour les cinq ans à venir la voix des retraité-e-s doit se faire entendre.

Pascal Santon

Article disponible sur le site de l'UCR

<http://www.ucr.cgt.fr/709-76-285-Les%20retraité-e-s%20se%20rassemblent%20le%2030%20mars>